

# L'Essentiel du DSI

Tech & Business

2<sup>e</sup> trimestre 2026

## IA, derrière les annonces, quels cas d'usage, pour quel ROI ?

### Métiers

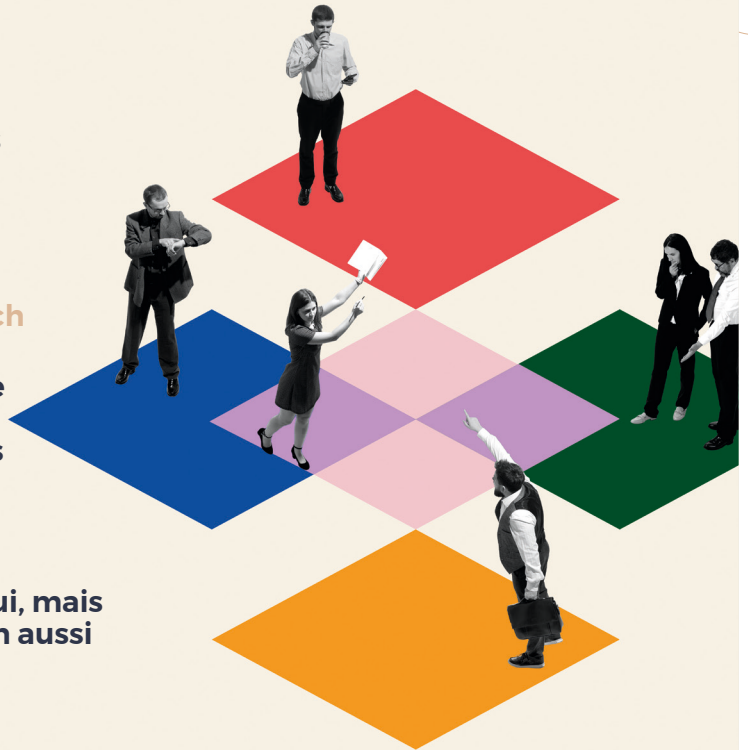
Kubernetes vs Middleware : l'impossible mariage ?

### Business & Tech

Data centers : Bercy accélère (encore) les déplacements

### Focus

Shadow IA : des risques, oui, mais de l'innovation aussi





**OCI** INFORMATIQUE & DIGITAL

# Relevons vos défis du quotidien grâce au digital !



Sublimez votre informatique



Propulsez vos équipes



Enchantez vos clients

[www.oci.fr](http://www.oci.fr)

09 69 39 40 60

# Édito

## Créer de la valeur avec l'IA pour l'entreprise tout entière



**Romuald VALICHON**  
*Directeur général  
du Groupe OCI*

Deux éléments sont clefs en matière de projets d'intelligence artificielle, où technologies et business sont liés : le droit à l'erreur bien maîtrisé et l'évaluation des ROI.

Ils sont les critères objectifs du succès ; ils assurent une reconnaissance des besoins spécifiques de chaque service, des compétences clés à mobiliser et une prise en compte de ce qui sera reconnu comme une création de valeur pour l'entreprise. Autrement dit, ce sont eux qui permettent de générer les bénéfices (humains, opérationnels, financiers...) attendus, voire de créer un avantage compétitif.

Dès lors, pourquoi sont-ils encore si souvent oubliés ? Sans doute car ils réclament une approche globale (interservices) par nature exigeante, car elle conduit au fur et à mesure à réorganiser l'entreprise. L'enjeu est que les gains visés et obtenus ne soient plus parcellaires, découlant de bénéfices sur telle tâche ou tel service, mais qu'il s'agisse d'une création de valeur à l'échelle de l'entreprise tout entière.

Plusieurs des sujets abordés dans ce numéro mettent en avant cette logique d'ensemble : le dossier, consacré aux cas d'usage concrets de l'IA et à leur ROI ; mais aussi l'article sur le shadow IA, phénomène qui doit être vu moins comme un risque et davantage comme un signal positif d'innovation des équipes ; enfin, la mise en avant des résultats d'une étude de KPMG qui montre bien que les entreprises leaders en matière d'IA sont celles qui savent orchestrer les usages.

En définitive, la vraie question n'est pas de savoir si l'IA transformera votre entreprise. Elle le fera. La question est de savoir si c'est vous qui orchestrerez cette transformation ou elle qui vous orchestrera.

Bonne lecture !

L'Essentiel du DSI est édité par la société  
GROUPE OCI SAS, au capital social de 613 500 €,  
immatriculée au RCS de Strasbourg  
sous le numéro 502 770 118  
Siège social : 2 rue Ampère, 67450 Mundolsheim  
Tél. : 09 69 39 40 60  
Directeur de la publication : Frédéric VACHER  
Conception et rédaction : Les Echos Publishing  
filiale du Groupe  
Les Echos - Société anonyme au capital de  
306 000 000 euros - 349 037 366 RCS Paris

Mis sous presse le 16 juin 2026 - N°02 - Dépôt légal juin 2026  
Imprimerie MAQPRINT (87) • Photo couverture : Master1305 / Adobe Stock



## Vers une plus grande rigueur budgétaire

En avril dernier, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, avait annoncé un gel des dépenses publiques à hauteur de 6 Md€ pour faire face aux pertes de recettes fiscales de l'État, mais aussi pour financer les mesures d'accompagnement adoptées pour réduire les impacts économiques de la crise iranienne sur les entreprises et les professionnels. Or, compte tenu des faibles perspectives d'une résolution rapide du conflit, et donc d'une reprise prochaine des échanges avec le golfe



Persique, le Premier ministre a été contraint de revoir sa copie afin d'éviter une nouvelle sortie de route budgétaire. Raison pour laquelle, le 19 mai dernier, il est venu devant l'Assemblée nationale annoncer qu'un changement d'échelle des mesures de rigueur déjà présentées s'imposait. Une remise à jour qui ne devrait pas forcément se traduire par une hausse du montant des gels et des annulations de crédits, mais plutôt par un changement de leur répartition. Destinée à préparer les esprits, l'intervention de Sébastien Lecornu ne donnera pas lieu à des annonces concrètes avant le début de l'été.

## 500 M€ de fraudes

Avec l'assistance de ses nouveaux outils de détection et d'automatisation des contrôles, notamment d'un algorithme antifraude, la Caisse nationale d'allocations familiales est parvenue à identifier 508,8 M€ de fraudes en 2025. Un chiffre en hausse de 13 % sur un an qui incite l'organisme public à accélérer sa digitalisation tout en maintenant les opérations de vérification réalisées par ses 700 contrôleurs. En 2025, 83 000 contrôles classiques ont été réalisés.

## Recrutements en 2026 : les PME à la manœuvre

Publiée par France Travail, l'enquête annuelle « Besoins en main-d'œuvre » (BMO) nous révèle que les entreprises françaises envisagent de recruter 2,275 millions de personnes en 2026. Un chiffre en repli de 6,5 % par rapport aux intentions de recrutement enregistrées en 2025. « Ce léger ralentissement traduit surtout la prudence des grands groupes (-12,8 % pour les plus de 200 salariés) », précise France Travail. Les TPE-PME, de leur côté, affichent une bonne résistance (-6,5 % pour les moins de 10 salariés et -5,8 % pour les 10-49 salariés). Deux recrutements sur trois devraient s'opérer dans ces entreprises en 2026.

Avec 320 000 projets de recrutement, la santé est le secteur qui affiche les plus grandes ambitions. Les aides-soignants, les infirmiers et les auxiliaires de vie sont les métiers les plus recherchés. D'ici 2030, pas moins de 500 000 postes devraient être pourvus dans ce secteur sensible. L'hôtellerie-restauration (319 000 projets), le commerce (264 000 projets), l'industrie (211 000 projets) et l'agriculture (193 000 projets) complètent le top 5 des secteurs qui recrutent en 2026.

Du côté des difficultés, c'est le secteur du bâtiment qui s'illustre, avec 65 % de postes ouverts considérés comme compliqués à pourvoir. La santé, avec 54 %, lui emboîte le pas, devant l'hôtellerie-restauration (44 %).

## Climat des affaires

L'enchaînement des crises géopolitiques commence à peser sur le climat des affaires en France. Depuis son basculement, au printemps 2024, sous les 100 points qui constituent la moyenne de long terme de son indicateur, il ne cesse de se dégrader, nourri par l'instabilité interne mais aussi par les conflits internationaux économiques ou militaires qui se succèdent depuis deux ans. Au mois d'avril dernier, cet indice de confiance, qui traduit le moral des chefs d'entreprise, était tombé à 94 points.

## L'inflation repart à la hausse

Le blocus du détroit d'Ormuz établi par le pouvoir iranien en réaction à l'attaque américaine commence à avoir des conséquences mesurables sur l'économie française.

La dernière note d'informations publiée par l'Insee nous apprend ainsi que la hausse des prix à la consommation a atteint 1 % en avril 2026, soit une croissance de 2,2 % sur un an.

Sans surprise, l'augmentation brutale de l'inflation s'explique, principalement, par l'envol des prix de l'énergie. Sur un an, ces derniers ont ainsi bondi de 14,3 % au mois d'avril après avoir connu une hausse annuelle de 7,4 % en mars. On note, en particulier, l'explosion des tarifs des produits pétroliers sur les douze derniers mois (+31,4 %, après +18,1 %). La répercussion de la guerre au Moyen-Orient, qui a démarré au mois de janvier, constitue la principale cause de cette progression des coûts de l'énergie, en particulier de celui des hydrocarbures.

Les prix des services, en général, ont aussi légèrement augmenté en avril 2026 sur un an (+1,8 %, après +1,7 %), comme les prix de l'alimentaire (+1,2 %, après +1,7 %), ceux du tabac (+3,2 %), mais aussi ceux du transport (+1,4 %). Seuls les produits manufacturés ont enregistré une baisse tarifaire sur un an (-0,6 %).

## Une croissance ralentie

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime que la hausse des prix des hydrocarbures causée par le conflit au Moyen-Orient amputerait la croissance de 0,2 point en 2026, ramenant ainsi la prévision à +0,8 %. Sur 2027, la perte serait moindre (-0,1 point), la hausse attendue du PIB passant de +1,1 % à 1 %. Cette estimation se base sur un retour au calme dans la région du golfe Persique,

marqué par une baisse rapide du prix du baril de pétrole à 91 \$, suivie d'un repli plus progressif vers les 70 \$.

En revanche, en cas de poursuite du conflit et de maintien d'un niveau élevé des prix de l'énergie (prix

du baril allant jusqu'à 150 \$ sans jamais descendre sous les 100 \$), l'impact sur le PIB serait de -0,5 point en 2026 et de -0,8 point en 2027. Ce qui abaisserait les prévisions de croissance à 0,4 % en 2026 et à 0 % en 2027.



YELLOW BOLT/ADOBE STOCK

## **Souveraineté numérique : l'État agit, mais quels sont les enjeux pour les ETI ?**

La stratégie française de souveraineté numérique a pris un tournant majeur le 8 avril dernier. La direction interministérielle du numérique (DINUM) a mobilisé acteurs publics et privés autour d'un objectif clair : réduire les dépendances extra-européennes.

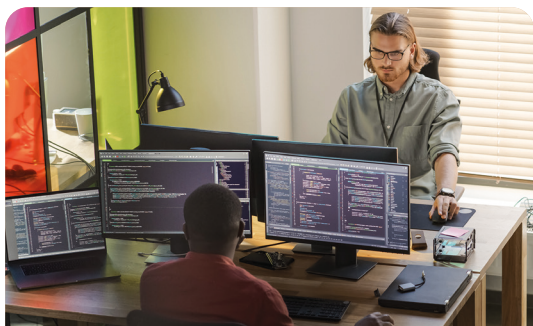
Des actions concrètes illustrent déjà cette dynamique : la DINUM bascule de Windows vers Linux ; la CNAM migre 80 000 agents vers des outils souverains (Tchap, Visio, France transfert) ; et la plateforme des données de santé migrera vers une solution de confiance d'ici fin 2026. La méthode est collaborative, s'appuyant sur des coalitions public-privé et favorisant les communs numériques et l'interopérabilité.

Chaque ministère devra formaliser son plan de réduction des dépendances d'ici l'automne, sur sept axes stratégiques : poste de travail, outils collaboratifs, antivirus, IA, bases de données, virtualisation et équipements réseau. Les premières rencontres industrielles du numérique sont prévues en juin 2026.

Ces signaux étatiques interpellent les ETI : quelles solutions technologiques vont gagner ou perdre de l'influence ? Comment anticiper les arbitrages dans ses achats et investissements technologiques d'ici 18 mois ?

### **Cybersécurité : l'État revient aux fondamentaux**

Dans sa feuille de route annuelle, l'État cible trois failles techniques : l'authentification (mots de passe faibles, absence de double facteur), la messagerie (principal vecteur d'attaque) et le DNS (reconnu comme point d'entrée critique). Cela traduit aussi une volonté d'harmoniser des pratiques très inégales entre administrations. Conclusion : la majorité des incidents exploitent des failles basiques. Le problème n'est pas l'absence de solutions, mais leur déploiement incomplet, dans le public comme dans le privé.



© P. DENKOFF/ADOLBE - STOCK

### **Emploi IT 2026 : une reprise sélective**

Le marché IT repart à la hausse en France (+4 % de recrutements et de salaires selon l'Apec). Mais la reprise est sélective. IA, cloud, cybersécurité, data engineering et conformité réglementaire (DORA, NIS 2, AI Act) sont les compétences les plus recherchées. Les profils généralistes stagnent, tandis que les spécialistes rares restent en pénurie. Les talents, eux, ne se déplacent plus pour le salaire seul : qualité des projets, flexibilité et formation comptent autant.

## Les coûts du cloud

Dans le cadre de la loi SREN, l'Arcep lance une consultation publique sur les coûts du cloud. Elle s'attaque d'abord aux frais de changement de fournisseur : les transferts de données étant déjà gratuits depuis novembre 2025, l'Arcep cherche désormais à clarifier quels autres coûts de migration sont légitimes, en attendant leur interdiction totale dans l'UE en janvier 2027. Elle propose également une classification des frais de transfert en multicloud, afin de distinguer les coûts justifiés des barrières artificielles.

L'objectif : réduire le lock-in, préserver la liberté de choix des entreprises et favoriser l'innovation, conformément à l'Ambition 2030 du régulateur.

## Kubernetes vs Middleware : l'impossible mariage ?

Si Kubernetes (K8s) excelle à orchestrer des applications volatiles, forcer son emploi avec vos infrastructures de données historiques et vos systèmes d'échanges s'avère souvent contre-productif. L'enjeu dépasse la technique pour devenir un pur défi de gouvernance axé sur quatre piliers stratégiques.

D'abord, l'architecture : au lieu de conteneuriser votre stateful critique, privilégiez des services managés cloud (DBaaS) et réservez K8s à la logique métier. Ensuite, le volet financier. Au-delà des pièges classiques de licences (redressements liés à la volatilité des pods), le vrai défi est le FinOps. La mutualisation des clusters exige des outils spécifiques pour refactoriser la consommation (CPU/RAM) au niveau du pod par business unit.

Côté RH, face à la rareté des profils, n'exposez pas K8s à tous vos développeurs. Adoptez le Platform Engineering via un portail interne (IDP) pour masquer cette complexité.

Enfin, la sécurité impose le concept Zero Trust. Un Service Mesh, ou à minima des politiques réseaux strictes, est donc requis pour chiffrer les flux de cette infrastructure.

## Cyber Resilience Act : l'inventaire logiciel devient obligatoire

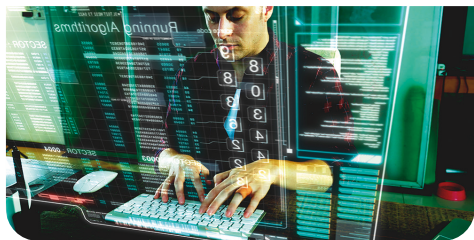
Applicable progressivement entre juin 2026 et décembre 2027, le Cyber Resilience Act impose aux fabricants de produits numériques le Software Bill of Materials (SBOM) : un inventaire exhaustif de tous les composants logiciels (bibliothèques, dépendances, frameworks). Indispensable pour identifier les produits exposés lors d'une faille, assurer les mises à jour de sécurité et notifier les utilisateurs dans les délais réglementaires, il constitue le socle d'une gestion continue des vulnérabilités. Sanctions : jusqu'à 15 millions d'euros ou 2,5 % du chiffre d'affaires. L'inventaire logiciel devient une condition d'accès au marché européen.



## OpenClaw et la gouvernance des agents IA autonomes

Les agents IA autonomes orchestrent désormais des workflows complets (mails, fichiers, code) et accèdent parfois à l'ensemble des systèmes de l'entreprise alors qu'ils présentent des vulnérabilités majeures. Sur OpenClaw, une faille (corrigée) permettait par exemple d'exfiltrer un jeton d'authentification et d'exécuter des

commandes arbitraires sur la machine hôte. Mais la vulnérabilité est aussi structurelle. Le développeur britannique Simon Willison parle d'une « triade létale » : accès à des données privées, exposition à du contenu non fiable, communication vers l'extérieur. OpenClaw réunit les trois, sans aucun mécanisme natif pour distinguer une instruction légitime d'une commande malveillante dissimulée dans un mail. EDR et firewalls n'y voient rien. Cisco a par ailleurs détecté des malwares sur ClawHub, la place de marché de compétences d'OpenClaw, ouverte à tout développeur sans validation préalable. Le défi du DSI ? Recenser les agents déployés, cartographier leurs interactions et définir des règles claires de déclenchement.



KITTIPIHAYADOBESTOCK

## D'où vient l'impact environnemental des data centers ?

Si le débat sur l'empreinte écologique des data centers s'est jusqu'ici concentré sur la consommation énergétique, une récente étude de Data4 et APL Data Center apporte un nouveau regard.

Basée sur une analyse du cycle de vie sur 20 ans d'un data center d'une puissance de 5 MW IT, elle évalue 16 indicateurs environnementaux.

Premier enseignement : le carbone embarqué dans la construction représente 39 % des émissions totales, soit 5 352 830 kg CO<sub>2</sub> eq,

contre 48 % pour l'exploitation.

Béton armé et acier de la structure porteuse en sont les premiers responsables (43 % des émissions), devant les équipements de refroidissement et de distribution électrique. Sur les ressources minérales et métalliques, le déséquilibre est encore plus mar-

qué : la production des équipements concentre 60 % de l'impact global, portée notamment par les câbles en cuivre, onduleurs et batteries. Exiger des opérateurs un bilan ACV complet et intégrer des critères environnementaux dès les appels d'offres de colocation devient incontournable pour la DSI.



SCHARFSINING/AGOBESTOCK

# IA agentique : anatomie d'une chaîne d'actions et vulnérabilités clés

Schéma séquentiel type en 6 étapes et mitigations à mettre en œuvre.



## Ce que la DSI doit exiger avant tout déploiement

Exigence	Détail
Moindre privilège	Droits strictement limités au périmètre de tâche de chaque agent.
Human-in-the-loop	Point de contrôle obligatoire avant toute action critique ou irréversible, à chaque étape concernée.
Monitoring continu	Surveillance proactive et indépendante des comportements, y compris au sein d'un réseau d'agents de confiance.
Logging et auditabilité	Traçabilité complète de chaque action, interaction et accès aux données.



MASTER1366/ADOBÉ STOCK

# IA, derrière les annonces, quels cas d'usage, pour quel ROI ?

Pour reprendre le contrôle des usages IA et assurer la conduite du changement, les entreprises doivent faire preuve de pragmatisme opérationnel et intégrer une véritable culture de l'apprentissage continu.

L'usage de l'IA progresse de manière exponentielle et encore largement incontrôlée au sein des entreprises. Mais l'appropriation individuelle par les collaborateurs peut constituer un vrai levier pour l'innovation, à condition de transformer les pratiques isolées en cas d'usage coordonnés qui vont profiter à toute l'organisation.

## **Partir des besoins réels des utilisateurs**

Les meilleurs cas d'usage émergent rarement de la DSI, des consultants ou de prestataires externes mais plu-

tôt des opérationnels qui connaissent par cœur les tâches pénibles pouvant être automatisées. C'est ce qui explique le succès d'évolutions ciblées comme l'intégration d'agents IA à des suites bureautiques, c'est-à-dire les outils quotidiens des collaborateurs, apportant des gains mesurables de productivité.

### Évaluer la situation initiale

Le ROI des innovations IA présuppose une analyse de l'existant. Combien de temps prend précisément la tâche aujourd'hui ? Quel est le taux d'erreur actuel ? Quelle est la satisfaction utilisateur sur le processus existant ? Ces critères, pourtant évidents, sont rarement collectés.

### Veiller au potentiel industrialisable des POC

Pour mettre en place des projets, la phase exploratoire nécessite une budgétisation même approximative de leur coût. Si un trop grand nombre de jours est nécessaire au développement ou s'il faut recourir à une trop grande puissance de calcul, une innovation devra sans doute être mise de côté.

Cette approche permettra d'éviter de multiplier les tentatives avortées qui finissent par avoir un impact financier non négligeable et risquent de freiner la logique d'innovation. Les questions à se poser : sur la base de quels indicateurs décide-t-on de passer en mode industriel ? À partir de quel signe décide-t-on d'arrêter ? Quel est le coût estimé du passage à l'échelle ?

### Adopter une culture du test and learn

Le mode opératoire à privilégier est celui de l'apprentissage par itération, plutôt que le surcroît préliminaire d'idéation. De manière contre-intuitive, la qualité relative des données ne doit pas être un frein. C'est justement en prototypant de nouveaux outils d'IA sur des périmètres restreints que l'on va pouvoir itérer et améliorer le référentiel.

L'IA devient d'une certaine manière un cas d'usage de la structuration des données. Cette culture du « tâtonnement », de l'apprentissage continu et de l'échange est essentielle pour réussir la conduite du changement.

## Cimetière de POC

# 50%

des projets IA générative environ ont été abandonnés au stade de POC l'an dernier d'après l'institut Gartner. Mauvaise qualité des données, contrôle des risques insuffisant, flambée des coûts ou potentiel commercial incertain en sont les principales causes.

### Souveraineté partielle

Face aux inquiétudes sur le devenir de leurs données, les entreprises cherchent à se doter de solutions souveraines dans leurs projets IA.

Deux modèles émergent.

Le premier consiste à confier ses données à un prestataire français doté de fermes GPU hébergeant des modèles open source, solution accessible et

sans investissement lourd.

La seconde option est d'internaliser complètement le calcul GPU, pour les ETI qui exigent un contrôle total. Cette option nécessite en revanche d'allouer des moyens conséquents.

Dans les deux cas, les données de l'entreprise ne quittent jamais le territoire.



## IA Act, article 50

Applicable dès le 2 août prochain, l'article 50 stipule que tout agent IA interagissant avec un humain, même indirectement, doit se déclarer comme IA. Tout contenu généré et perçu par un humain doit être marqué comme tel. Les sanctions peuvent aller jusqu'à 15 millions d'euros ou 3 % du chiffre d'affaires mondial.

## Suivre le taux d'adoption

En aval, la mise en place d'une innovation devra répondre à des critères d'usage. Combien de personnes utilisent l'outil ? À quelle fréquence ? Un outil non adopté a un ROI nul, quelles que soient ses performances techniques. Si l'adoption est faible à la fin du POC, l'industrialisation est compromise.

Une règle communément admise est celle des 3/6/12. Dans les 3 premiers mois, le cas d'usage tourne, les premiers utilisateurs sont convaincus, les problèmes de données sont identifiés. À partir de 6 mois, l'adoption est mesurée, les gains visibles, la décision de passer à l'échelle peut être prise en connaissance de cause. Au bout de 12 mois, l'outil est intégré dans le quotidien, les coûts récurrents sont connus et maîtrisés, les cas d'usage suivants sont déjà identifiés par le ter-

rain. Un POC qui ne produit aucun de ces signaux au bout de 3 mois doit être abandonné.

## Le rôle d'architecte de la DSI

Les projets IA sont disruptifs par essence. La définition en amont de cahiers des charges volumineux et invariables ne fonctionne pas. Le test and learn et la capacité à modifier une trajectoire dépendent en grande partie de la faculté de la DSI à reformuler une demande des métiers en cas d'usage IA, à éviter les lancements de projet hasardeux et à prémunir l'organisation contre l'illusion de compétences que génère une pratique finalement peu experte de l'IA. Outre la qualité et la sécurité des outils déployés, l'IT doit également identifier les architectes du changement qui instaureront la confiance et avec lesquels elle pourra affiner la stratégie.

## DSI : 3 règles pour réussir son projet IA

### 1. Obtenir le sponsor du COMEX

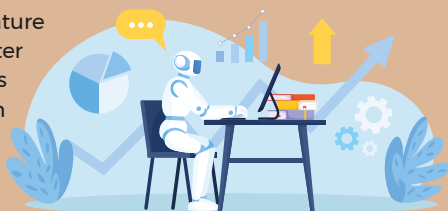
Il faut une volonté affichée au plus haut niveau pour déterminer le cadre décisionnel, définir les objectifs et lever les blocages organisationnels.

### 2. Accepter et organiser le droit à l'erreur

L'innovation via l'IA, par nature disruptive, ne peut se piloter avec un cahier des charges trop rigide. On apprend en itérant avec les métiers pour corriger la trajectoire et coller aux usages.

### 3. Embarquer les collaborateurs non-experts

Les meilleurs cas d'usage émergent souvent des équipes opérationnelles. Il est important d'ouvrir un canal pour faire remonter des idées et les expérimenter rapidement.



# 5 cas d'usage pour les PME et ETI

## 1. GÉNÉRAL

### Assistant IA intégré aux outils bureautiques

Le point d'entrée le plus accessible, sans risque technique côté DSI. Le cas de Microsoft Copilot est emblématique : intégré nativement à Teams, Outlook et Excel, il ne nécessite qu'une licence supplémentaire. Les gains sont immédiats et facilement mesurables sur les comptes rendus, les synthèses d'e-mails et globalement la productivité bureautique.

## 2. FINANCE

### Automatisation du traitement des factures fournisseurs

Déploiement d'une solution d'IA combinant OCR et LLM pour extraire, contrôler et comptabiliser automatiquement les factures fournisseurs. Connectée à l'ERP de l'entreprise, la démarche doit réduire le temps de traitement et le taux d'erreurs de saisie. La portée doit être limitée : vouloir automatiser un processus métier de bout en bout est risqué et généralement décevant. Mieux vaut identifier un processus simple, bien délimité et à fort volume.

## 3. RH/JURIDIQUE

### Un chatbot connecté à la documentation interne (RAG)

Il permet à chaque collaborateur d'obtenir une réponse précise et instantanée au lieu de naviguer dans des documents dispersés. Choisissez un périmètre fermé, maîtrisé et à fort usage, car le projet fera inévitablement émerger des problèmes de

qualité documentaire nécessitant la restructuration d'une partie des données. Ce type d'outil produit d'ailleurs des résultats mesurables dans des fonctions où les données sont volumineuses mais organisées : les RH, pour onboarder un nouveau collaborateur, ou les directions juridique, pour analyser et ajuster plus rapidement des contrats.

## 4. DSI

### Développement informatique assisté par IA

Des outils comme GitHub Copilot ou Claude Code permettent de prototyper rapidement. Le risque majeur est l'illusion de compétences. L'IA ne compense pas l'absence de bases algorithmiques et confier du code à des IA, sans expertise ni validation des sorties, produit des résultats médiocres et potentiellement dangereux. Recruter un développeur « IA driven » ou faire appel à un prestataire externe est indispensable.

## 5. PRODUCTION

### Maintenance prédictive des équipements industriels

Une ETI manufacturière peut implanter sur ses lignes de production des capteurs IoT reliés à un modèle de machine learning. Celui-ci détecte les dérives vibratoires et thermiques annonçant une défaillance. Un agent IA peut alors prendre des décisions autonomes comme commander des pièces, alerter le collaborateur le plus indiqué ou remodeler les calendriers de maintenance.

## Numérique responsable

La directive EED refondue, transposée en France, impose aux data centers de déclarer leur consommation (énergie, eau) et de valoriser leur chaleur fatale. La CSRD exige un reporting extra-financier harmonisé, transformant l'impact environnemental en critère stratégique. Bien que l'IA Act régule les fournisseurs de modèles IA et le Data Act le partage des données, leurs impacts environnementaux sont plus indirects. Ces textes obligent les opérateurs cloud à documenter précisément leur consommation, faisant de l'impact environnemental une question de gouvernance essentielle. Pour les DSI, ces exigences sont désormais un critère majeur à intégrer dans les appels d'offres et les audits fournisseurs.



FLORENCE POUJADE/STOCK

## Data centers : Bercy accélère (encore) les déploiements

Bercy agit pour accélérer le déploiement des data centers en France, essentiels pour l'IA, en proposant des mesures centrées sur trois points : simplifier les démarches administratives, intégrer ces infrastructures au réseau énergétique national et sécuriser les investissements. La réduction du délai de raccordement électrique est cruciale. La filière, malgré la concurrence européenne, insiste sur l'efficacité des data centers français en matière de consommation d'eau et d'énergie, les présentant comme un atout stable pour le réseau électrique national.

## IA juridique : ce que le DSI doit vraiment savoir

L'IA recompose en profondeur la chaîne de valeur juridique. Le cabinet DayTwo résume en un acronyme, CREDIT, les tâches désormais automatisables : comparer, résumer, extraire, drafter, innover, traduire. Résultat concret : Axiom Law mesure une réduction de 70 % du temps consacré aux revues documentaires en M&A. Et selon DayTwo, 30 % des sujets autrefois externalisés aux avocats sont aujourd'hui traités en interne, représentant 1,5 Md€ de manque à gagner annuel pour les 100 plus grands cabinets. Côté architecture, les solutions verticalisées

s'imposent face aux hallucinations des LLM généralistes. Des cabinets d'avocats développent des solutions sur Mistral, connectées aux bases officielles (Légifrance, Conseil d'État, Cour de cassation), et les alimentent avec des données internes nettoyées. Un modèle RAG souverain, reproductible en direction juridique d'ETI. Les agents IA exécutent des tâches précises sur données stables, sous contrôle humain. Pour le DSI, trois priorités : gouvernance des données juridiques, choix d'un LLM souverain, intégration aux bases réglementaires officielles.

## Synergies IA/low code : le secteur public sur la voie de l'innovation souveraine

L'État déploie des stratégies IT matures, modélisables par les collectivités. JUNN (jumeaux numériques), le SI budgétaire low code du ministère de l'Intérieur, et le SIAAG (IA générative souveraine) illustrent des approches convergentes.

Le low code, appliqué au SI budgétaire de la Place Beauvau (Ovomnia, Klee Group), modernise des

processus critiques en 3 mois. Exigence de propriété intégrale du code et conformité DSFR sont des paradigmes reproductibles. L'approche « hyper-agile » est un modèle d'accélération. Parallèlement, le SIAAG de la Dinum, via Albert API, mutualise l'accès sécurisé (SecNumCloud) aux modèles d'IA générative (Mistral, Meta). Cette infrastructure fournit des outils opérationnels (RAG, OCR, intégration bureautique), assurant la souveraineté des données et réduisant le « shadow IT ». Enfin, JUNN capitalise sur la Géoplateforme pour la planification prédictive, valorisant des données existantes. Ces initiatives prouvent que souveraineté, agilité et mutualisation sont des réalités opérationnelles. Le défi pour les acteurs publics locaux est d'orchestrer l'intégration de ces briques technologiques éprouvées pour se transformer efficacement.



SARAS/ADOBESTOCK

## ROI de l'IA en entreprise : une affaire de méthode avant tout

39 % des entreprises scalent l'IA, mais 8 % seulement déclarent un ROI établi selon l'enquête KPMG Global AI Pulse Q1 2026. L'écart n'est pas technologique. Il est méthodologique. Le piège classique : mesurer l'IA fonction par fonction, avec des KPI spécifiques déconnectés des résultats business réels. Les 11 % d'organisations que KPMG identifie comme « AI Leaders » ont rompu avec cette logique. Elles sont capables de lier l'activité IA à des métriques transversales (revenus, profitabilité, vitesse de décision) et de les piloter à l'échelle de l'entreprise et pas d'un département. L'orchestration cross-fonctionnelle est ce qui rend cette mesure possible. Là où 52 % des entreprises automatisent des workflows multifonctions sans les connecter réellement,

les leaders coordonnent décisions inter-équipes, handoffs et détection d'anomalies dans une logique de système. Résultat : une valeur mesurable là où les autres n'observent qu'une activité accrue. Pour les ETI, le signal est clair. Avant d'ajouter un agent supplémentaire, la priorité est de construire le cadre de mesure qui transformera l'orchestration en ROI démontrable, au board comme aux métiers.



FATHEE/STUDIO/ADOBESTOCK

# Shadow IA : des risques, oui, mais de l'innovation aussi

Face au shadow IA, la tentation est de réagir comme on le fait avec le shadow IT. Ce serait pourtant risqué.

Les outils d'IA existants sont massivement utilisés à tous les niveaux de l'entreprise, souvent dans l'ombre et sans cadre. Les risques sont réels via les données entrées dans ces outils mais aussi via les données qu'ils peuvent injecter dans l'entreprise. Néanmoins, aborder le shadow IA sous le seul angle du risque est en soi un risque majeur : cela empêche l'entreprise de capter le signal d'innovation qu'il constitue et de l'utiliser pour en tirer des avantages compétitifs.

## Le shadow IA n'est pas le shadow IT

Contrairement au shadow IT, concentré sur des outils détectables, le shadow IA porte sur des capacités cognitives : aide à la rédaction, à l'analyse, à la décision. Sa vitesse d'adoption est sans précédent grâce à sa nature : pas de projet, pas de budget, pas d'installation. Un navigateur suffit. Et, fait historique, des salariés paient même parfois de leur poche pour gagner en productivité. En outre, bloquer les accès ne résout rien et pourrait même contribuer à masquer plus profondément encore les usages qui en sont faits.

## Cartographier sans culpabiliser

La priorité est donc d'identifier les usages réels, sans sanction : quels outils ? pour quels usages ? avec quelles données ? L'objectif est la prise de conscience par l'entreprise et ses dirigeants de ce qui est spontanément mis en œuvre. Cette cartographie permettra ensuite à la direction de se positionner et de réaliser les bons arbitrages.

## Fournir rapidement une alternative approuvée

La règle d'or : une première offre imparfaite mais

utilisable en 45 jours sera toujours préférable à un programme parfait livré dans les 18 mois, s'il est livré. Ainsi, pour un budget raisonnable, un tenant d'entreprise Gemini, Copilot, OpenAI offre SSO, journalisation et maîtrise de la donnée à un niveau contractuel comparable à Office 365.

## Poser un cadre court et opérationnel

L'efficacité, pour conjuguer sécurité et innovation, réclame aussi de rédiger un document court qui répondra à cinq questions pratiques : ce que je peux faire, ce que je ne dois jamais faire, quelles données je peux transmettre, quand demander une validation, qui contacter en cas de doute.

## Encourager plutôt que restreindre

Ainsi, la bonne approche consiste à inverser le discours. Encourager, accompagner et former provoquera une prise de conscience chez les salariés, source de prudence. L'entreprise sera capable de construire son avantage compétitif grâce à l'IA au lieu de prendre le risque de devoir subir celui de ses concurrents.

## 3 questions à aborder avec la direction générale

1. Où veut-on que l'entreprise gagne en création de valeur grâce à l'IA ?
2. Quel niveau d'autonomie est-on prêt à donner à une IA sans que cela ne porte atteinte au savoir-faire de l'entreprise ?
3. Quelles sont les lignes rouges spécifiques à l'entreprise ?

## L'observabilité face au défi du coût et des agents IA

Si l'observabilité n'est pas un sujet neuf, deux points méritent une attention particulière. Son coût réel est rarement anticipé. Les modèles tarifaires des grandes plateformes combinent facturation par hôte, par volume ingéré et par utilisateur. Dans un environnement distribué, les volumes croissent de façon difficilement prévisible. La conséquence est souvent une facture qui surprend, parfois brutalement. Sampling, filtrage à la source et tiering ne sont pas des réglages techniques secondaires : ce sont des décisions architecturales, à prendre en amont, pas en réaction. Autre enjeu : comment observer des systèmes aux comportements non déterministes ? C'est la question que les DSI qui déploient des agents IA en production commencent à se poser. Les plateformes actuelles anticipent les états des systèmes, pas les agents IA. Ce sujet, ouvert, deviendra vite structurant.



### En bref

- **Réparabilité des PC et mobiles** – Dans la 5<sup>e</sup> édition du classement de l'US PIRG, Asus arrive en tête (B+) et Apple en dernière position (C-). À propos des mobiles, l'étude souligne l'intérêt des scores EPREL mis en œuvre par l'Union européenne.
- **Proton Meet** – Une solution de visioconférence souveraine, hébergée en Suisse, sans dépendance aux clouds américains, vient d'intégrer l'écosystème Proton (mail, cloud, calendrier, IA gen, apps bureautiques, trousseaux) toujours plus complet.
- **Euro-Office** – La coalition européenne proposant une alternative souveraine européenne à Office 365 se trouve accusée par OnlyOffice d'avoir violé les conditions de sa licence AGPL v3. L'outil demeure très intéressant. Mais peut-on forker un logiciel puis retirer toutes les mentions de la marque originelle ? Un point juridique qui devra être tranché.

## Anthropic : ces deux signaux qui méritent votre attention

**Le premier est structurel** : Anthropic invite des éditeurs tiers à construire des solutions métier sur Claude via sa marketplace, tout en développant simultanément ses propres agents concurrents. Ce double jeu crée un risque : les solutions partenaires intégrées aujourd'hui peuvent être cannibalisées demain par Anthropic. Ce lock-in à deux niveaux, modèle et applicatif, est déjà connu des écosystèmes Salesforce ou Microsoft. Sa vitesse d'exécution dans l'IA en rend les effets potentiellement bien plus rapides et difficiles à anticiper.

**Le second est technique** : le modèle Claude Mythos, au cœur du projet Glasswing de protection des logiciels les plus critiques, ne fait pas de l'analyse de code classique. Il détecte des anomalies comportementales qui n'apparaissent qu'en interaction entre composants, configurations et environnements, soit un angle mort structurel des SAST, DAST et SCA actuels. Question concrète pour tout DSI : faut-il intégrer ce type de capacité dans les pipelines CI/CD, non comme un outil supplémentaire, mais comme une couche d'analyse systémique manquante ?

# PME : pourquoi (et comment) migrer son ERP dans le cloud

Opter pour un ERP en mode SaaS est la garantie de gagner en agilité opérationnelle et en sécurité. Explications de Maxime Ladislas (responsable sécurité produit) et Jean-François Brut (product manager CRM) de Cegid.

## Quels sont les principaux avantages d'un ERP cloud ?



### Jean-François Brut :

L'avantage majeur est une meilleure productivité, grâce à la fluidité des échanges (via les outils collaboratifs intégrés) et l'automatisation

des workflows. Notre solution Cegid XRP Flex automatise par exemple la quasi-totalité du flux « order to cash » et peut réaliser un calcul de besoins de manière autonome. Un ERP cloud délivre aussi des améliorations en continu, permettant de gagner en productivité sans engager d'importants chantiers techniques. C'est aussi un atout pour s'adapter sans friction aux enjeux de conformité.



**Maxime Ladislas :** Côté sécurité, l'ERP cloud externalise une part significative du cyber-risque. L'éditeur gère les vulnérabilités, les mises à jour proactives, etc. garantissant l'adaptation constante au risque cyber. Ces actions chronophages libèrent les PME et ETI qui peuvent se concentrer sur les bonnes pratiques des collaborateurs.

## Quels sont les critères à respecter pour faire un bon choix ?

**ML :** D'abord s'assurer de la qualité de l'éditeur. Des normes, comme l'ISO 27001, attestent de la robustesse du management de la sécurité. Chez Cegid, tests de pénétration réguliers et surveillance continue des plateformes sont la

règle. Le choix de l'intégrateur est également clé, car il va mettre en œuvre les bonnes pratiques de sécurité, comme la MFA ou des validations multiples, contrecarrant des menaces telles que la fraude au président.

**JFB :** L'interopérabilité via une stratégie API est primordiale pour casser les silos de données et faciliter l'intégration aux solutions métier. L'architecture de Cegid XRP Flex est modulaire et permet à l'entreprise de configurer l'outil en fonction de ses processus et règles.

## Quelles sont les clefs d'une mise en œuvre réussie ?

**JFB :** D'abord définir les besoins réels des équipes sans chercher à reproduire l'existant. Ensuite, impliquer les métiers dans tout le processus pour réussir la conduite du changement. Enfin, opter pour un intégrateur qui va prendre en compte les spécificités de votre activité dans le déploiement, comme c'est le cas d'OCI.

**ML :** Il faut impérativement déterminer les rôles de chacun en matière de sécurité : l'éditeur a la responsabilité de l'infrastructure, l'intégrateur celle de la mise en place, le client attribue les accès.

## Un ERP cloud augmente-t-il les coûts pour l'entreprise ?

**JFB :** L'entreprise économise les frais d'infrastructure, ce qui est avantageux pour des PME et des ETI. Il faut en revanche qu'elles soient attentives à la scalabilité des coûts d'utilisation. Avec Cegid XRP Flex, la tarification se fait au nombre de factures traitées, sans limiter le nombre d'utilisateurs.

## STOCKAGE

### Stockage S3 et stockage objet : est-ce la même chose ?

Le stockage objet est conçu pour les applications modernes et les environnements cloud. Contrairement au stockage traditionnel par blocs, basé sur des disques et des systèmes de fichiers directement liés à une infrastructure physique, le stockage objet permet d'accéder aux données via une API standardisée, indépendamment du matériel sous-jacent. S3 désigne deux choses. D'une part, le service d'Amazon de stockage objet, d'autre part le standard industriel adopté de facto par de nombreux concurrents, y compris des acteurs souverains, pour proposer des solutions compatibles S3.

L'avantage pour les équipes DevOps : une application développée pour utiliser le standard S3 peut fonctionner quasiment à l'identique chez différents fournisseurs. Cela apporte de la portabilité, réduit la dépendance à un acteur unique et permet d'automatiser plus facilement les déploiements dans des environnements cloud natifs.



XIAOLING BEI/ADOBÉ STOCK



## FACTURE ÉLECTRONIQUE

### Changement d'ERP, de solution comptable ou de plateforme sous 3 ans : votre historique et votre conformité survivront-ils ?

C'est l'une des questions les plus importantes pour un DSI.

La réforme de la facture électronique impose des obligations qui dépassent largement la simple transmission des factures. Les données, les statuts de cycle de vie, les preuves d'échanges, l'archivage de la valeur probante et la piste d'audit doivent rester exploitables pendant plusieurs années.

La vraie question n'est donc pas seulement de savoir si vous serez conforme en 2026.

Elle est surtout de savoir comment le rester tout en conservant la liberté de faire évoluer votre système d'information demain.

Ainsi, la réversibilité doit faire partie des critères de choix dès aujourd'hui, au même titre que les fonctionnalités ou l'investissement de la solution.

# L'entreprise n'a plus de frontières

## Votre sécurité non plus

Sécurisez chaque accès, depuis n'importe où



### L'alternative au VPN qui ne fait aucun compromis

Réduisez la surface d'attaque, éliminez la complexité opérationnelle



### Zero Trust & ZTNA

Accès applicatif basé sur l'identité, session par session



### SASE cloud-natif

FWaaS, Secure Web Gateway et ZTNA unifiés en une seule console

